



GREVE à FSO (Groupement Lacroix-Savac) Cergy Pontoise - Confluence

La direction de FSO et le groupe Lacroix Savac méprise autant les grévistes que les usagers !

MAIS NOUS LES FERONS CEDER !

La direction de FSO refuse toujours de négocier !

Ce vendredi 22 novembre au soir, on aurait pu croire que la direction FSO / Lacroix Savac revienne à la raison mais il n'en est rien !

La direction refuse de discuter, aucune proposition, aucune garantie non-plus, malgré les propositions rédigées par le syndicat FO et transmis depuis 10 jours. Elle refuse tout autant de débattre sur les revendications des grévistes écrites dans le préavis de grève.

Elle préfère donc faire perdurer le conflit en alimentant la colère des grévistes, des élus et des usagers des transports urbains !

Les grévistes toujours déterminés et la solidarité au mouvement se poursuit

Les grévistes avec leur syndicat FO FSO sont toujours déterminés à obtenir leur dû : le maintien de leurs acquis.

Après plus de deux semaines de grève, ils iront jusqu'au bout !

La direction de FSO, et à travers elle le groupe Lacroix-Savac, peuvent essayer de poursuivre leurs provocations ou rechercher des incidents, personne n'est dupe : ils sont les seuls responsables de la poursuite du conflit !

C'est ce que leur écrivent des élus et notamment le vice-président en charge des mobilités, de l'agglomération de Cergy-Pontoise.

La solidarité pour leur mouvement se poursuit sous toutes ses formes et notamment financière par des versements à leur cagnotte qui a atteint presque 10 000 euros au 23 novembre :

https://www.leetchi.com/fr/c/soutien-aux-grevistes-de-fso-cergy-pontoise-confluence-6097003?utm_source=copylink&utm_medium=social_sharing

Ce serait donc un simple problème d'argent de 2 millions d'euros ?

Voici ce que communique dernièrement le groupement Lacroix-Savac aux médias : « *Nous ne pouvons prendre la responsabilité d'accepter sans discuter des propositions qui coûteraient plus de 2 millions d'euros au réseau* » **

Cela nous renvoie à 2021. FO condamnait alors les appels d'offre lancés par l'exécutif régional qui ne pouvaient aboutir qu'à une casse sociale sur le dos des salariés comme des usagers des transports. Nous en avons une preuve concrète à FSO (Lacroix-Savac) actuellement.

Les revendications doivent être entendues par tous les décideurs, exploitant, donneur d'ordres, élu(e)s, etc. Il n'y aura pas de service de qualité dans les transports sans reconnaissance des salariés.

Nous les ferons céder car le combat est juste et légitime !
NON A LA CASSE SOCIALE ! MAINTIEN DES ACQUIS !

St Ouen l'Aumône, le 23 novembre 2024.

** Cité par Les Echos du 22 novembre.

